

## **V.S.S : ce que nous apprend la sociologie**

Les violences sexistes et sexuelles sont longtemps restées invisibles et même niées, ou renvoyées à la sphère privée. Leur dénonciation par des femmes victimes et des associations a émergé comme une des revendications féministes majeures à partir des années 1970. Par la suite, des études sociologiques ont permis de mieux comprendre ces violences, et la législation a cherché à s'adapter pour défendre les victimes. Elle poursuit ce travail d'adaptation du droit, qui reste encore nécessaire aujourd'hui.

Les études sociologiques nous montrent que les violences sexistes et sexuelles prennent différentes formes. Elles peuvent être psychologiques (harcèlement, isolement, cyberviolences), verbales (insultes, menaces, dénigrement), économiques (contrôle du budget et des revenus du couple), administratives (confiscation des papiers d'identité), physiques (bousculades, gifles, coups, brûlures, pratiques sexuelles non consenties). Contrairement à certaines idées reçues, on les trouve dans tous les milieux sociaux, dans toutes les générations, à tous les âges de la vie, et dans tous les contextes : études, travail, espace public, couple, ex-conjoint, famille et proches.

Ces violences touchent les femmes et les hommes, mais aussi les personnes qui ne se reconnaissent pas dans la binarité du sexe civil. Cependant tous et toutes ne sont pas touchés dans les mêmes proportions. Dans l'enseignement supérieur comme dans le monde du travail, les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes à déclarer subir des violences sexistes et sexuelles.

La sociologie démontre que ces violences ne peuvent pas être pensées de façon symétrique selon le sexe. Parmi différents textes internationaux, la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée en 2014, interprète la violence à l'égard des femmes comme « une manifestation des rapports de force historiquement inégaux entre les femmes et les hommes, ayant conduit à la domination et à la discrimination des femmes par les hommes ». Même s'ils sont de plus en plus remis en question, les stéréotypes liés au sexe, les rôles, qualités ou capacités différentes que notre société attribue aux femmes et aux hommes, les préjugés, contribuent à perpétuer ces rapports sociaux inégalitaires. Les violences sexistes et sexuelles découlent de ces inégalités, et peuvent aussi contribuer à les maintenir.

Néanmoins, lutter contre les violences sexistes et sexuelles est bénéfique aux femmes comme aux hommes. En effet, les injonctions à se comporter selon des standards de masculinité ou de féminité enferment les femmes comme les hommes dans des rôles et des compétences stéréotypées qui limitent les possibles et peuvent créer du mal-être, nuire à la performance collective. Dénoncer ces injonctions, c'est créer un espace d'égalité et de liberté pour tous et toutes.

Leur ampleur, le fait qu'elles touchent particulièrement les femmes et les personnes LGBT+, leur impact sur les collectifs (d'étude, de travail...) justifient qu'elles soient prises en charge par la société, les entreprises, les partis politiques, ou les établissements d'enseignement supérieur. Ces structures ont l'obligation légale de mettre en place des dispositifs pour faciliter le signalement de ces violences, la protection et l'accompagnement des victimes, et la sanction des auteur-es.

## **Gender-Based Violence – lessons from Sociology.**

For a long time, Gender-Based Violence (GBV) remained largely unrecognised, dismissed, or was seen as belonging to the personal sphere. From the 1970s, the fight against Gender-Based or Domestic Violence became one of the major feminist campaigns led by victims and activist groups. Since then, sociological studies have broadened our understanding of this violence and the law has evolved to better protect its victims. Legal reform is still ongoing and necessary today.

Sociological research shows that Gender-Based Violence can take many different forms. It can be psychological (harassment, isolation, cyber harassment or stalking), verbal (abuse, threats, putdowns), socio-economic (withholding financial support or denying access to the family budget), administrative (withholding identity papers), or physical (shoving, slapping, punching, inflicting burns, non-consensual acts of a sexual nature). Contrary to popular belief, Gender-Based Violence is present within all socio-economic classes, at all ages, in all generations and in every context of daily life – studies, the workplace, public spaces, current or past intimate and family relationships.

Women, men, and non-binary people are all affected by this violence, but not all to the same extent. From Higher Education to the workplace, women are twice as likely as men to report being victims of GBV.

Sociology shows us that we cannot approach Gender-Based Violence in an identical manner for men and for women. As part of a wider body of international legislation, The Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence entered into force in 2014. It recognizes “that violence against women is a manifestation of historically unequal power relations between women and men, which have led to domination over, and discrimination against, women by men”. Despite attempts to challenge them, gender stereotypes, sex-based roles and differing expectations with regard to ability and aptitude for men and women continue to contribute to upholding unequal power relations in society. Violence against women is both a result of this inequality and one of the crucial social mechanisms by which women are forced into a subordinate position compared with men.

Be that as it may, the fight to eliminate Gender-Based Violence is beneficial for both women and men. Gender conformity pressure – the pressure to conform to gender norms and stereotypes about masculinity and femininity limits both men’s and women’s possibilities and can have a negative impact on their well-being as well as on society as a whole. Challenging these norms is a step towards creating a society based on individual freedom and equality.

The scale of this violence and the fact that women and members of the LGBT+ community are disproportionately affected by it means that it must be tackled by all: society, companies, political parties, Higher Education. These institutions have a legal obligation to implement procedures for reporting Gender-Based Violence, to protect and support victims of it, and to punish the perpetrators.